



CONVENTION DE COMMUNICATION DE DONNÉES
entre
la Commune de JETTE (025751741)
et
la Direction générale Mobilité et Sécurité routière
du Service public fédéral (SPF) Mobilité et Transports

1. CADRE ET OBJET DE LA CONVENTION

L'identification des titulaires d'immatriculation de véhicules qui sont redevables d'une rétribution, taxe ou redevance de stationnement par et pour les villes et communes, leurs concessionnaires privés et les régies autonomes communales.

La présente convention fixe les règles de la communication de données extraites du fichier de la DIV à la **Commune de JETTE** à l'appui de sa déclaration d'engagement à respecter les conditions de l'autorisation unique n° 12/2009 du Comité Sectoriel pour l'Autorité Fédérale (CSAF) institué au sein de la Commission de la Protection de la Vie Privée (CPVP) et portant sur la surveillance des flux électroniques de données.

A noter que le point 27 (principe de proportionnalité) de l'autorisation unique n° 12/2009 indiquée ci-avant stipule que « lorsque l'identification des utilisateurs est nécessaire, il convient de n'obtenir auprès de la DIV que les données qui sont adéquates, pertinentes et non excessives au regard de la finalité visée (voir l'art. 4 § 1, 3° de la Loi Vie Privée), à savoir les données nominatives (nom, prénom) et adresse du titulaire du certificat d'immatriculation du véhicule redevable de redevance de stationnement ».

2. LES RESPONSABLES DU TRAITEMENT

Au sens de la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée, les responsables du traitement sont :

- a) La Direction pour l'Immatriculation des Véhicules (DIV), faisant partie de la Direction générale Mobilité et Sécurité routière du Service public fédéral Mobilité et Transports (n° d'entreprise 0308357852), dont le siège est situé City Atrium, rue du Progrès 56 à 1210 Bruxelles (Saint-Josse-ten-Noode) et représentée par Monsieur Jean-Paul GAILLY, Directeur général Mobilité et Sécurité routière. La DIV agit comme responsable du traitement en tant, notamment, qu'administration publique qui collecte et communique des données de son répertoire matricule des véhicules.
- b) La **Commune de JETTE**, dont le siège administratif est établi Chaussée de Jette, 100, à 1090 Bruxelles, représentée par **Monsieur Hervé DOYEN**, Bourgmestre et **Monsieur Paul-Marie EMPAIN**, Secrétaire communal.

La **Commune de JETTE** agit comme responsable du traitement en tant, notamment, qu'administration publique qui reçoit des données de la DIV et qui les traite au sens des termes de la présente convention.

La DIV et la **Commune de JETTE** agissent par conséquence en qualité de responsables du traitement en tant qu'administrations publiques qui déterminent les finalités et les moyens du traitement des données à caractère personnel (§ 4, article 1^{er} de la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée).

3. FOURNISSEUR ET DESTINATAIRE DES DONNÉES

Le fournisseur des données est la DIV, mieux identifiée au point 2.a ci-avant et le destinataire des données est la **Commune de JETTE**, mieux identifiée au point 2.b ci-avant et désignée ci-après en qualité de « destinataire ».

4. OBJECTIF(S) AVALISÉ(S) PAR LE COMITÉ SECTORIEL POUR L'AUTORITÉ FÉDÉRALE (CSAF)

Sous réserve des conditions éventuelles mentionnées dans l'autorisation du CSAF, l'objectif du destinataire permis par le CSAF pour l'utilisation des données de la DIV est le suivant :

→ Moyennant l'envoi au CSAF d'une déclaration d'engagement écrite et signée aux termes de laquelle il s'engage à respecter les conditions décrites dans la délibération AF n° 12/2009 indiquée au point 1 de la présente convention, le destinataire pourra recevoir les données d'identification des titulaires d'immatriculation de véhicules qui sont redevables d'une rétribution, taxe ou redevance de stationnement.

Tout autre objectif n'ayant pas reçu l'agrément formel du Comité Sectoriel pour l'Autorité Fédérale ne pourra être légitimement utilisé.

5. DONNÉES COMMUNIQUÉES ET MODALITÉS D'EXÉCUTION

Voir l'autorisation n° 12/2009 (1^{er} octobre 2009) du CSAF institué au sein de la CPVP et les services Web figurant sur le site du SPF Mobilité et Transports, à savoir www.mobilit.fgov.be > DIV > Communication de données à des tiers..

6. LA SOUS-TRAITANCE

a) Lorsque le traitement est confié à un sous-traitant, par exemple un service ICT, le responsable du traitement ou, le cas échéant, son représentant en Belgique, doit :

- 1 ° choisir un sous-traitant qui apporte des garanties suffisantes au regard des mesures de sécurité technique et d'organisation relatives aux traitements;
- 2 ° veiller au respect de ces mesures notamment par la stipulation de mentions contractuelles;
- 3 ° fixer dans le contrat la responsabilité du sous-traitant à l'égard du responsable du traitement;
- 4 ° convenir avec le sous-traitant que celui-ci n'agit que sur la seule instruction du responsable du traitement et est tenu par les mêmes obligations que celles auxquelles le responsable du traitement est tenu en application des dispositions du point c ci-après;
- 5 ° consigner par écrit ou sur un support électronique les éléments du contrat visés aux 3 ° et 4 ° relatifs à la protection des données et les exigences portant sur les mesures visées aux dispositions du point c ci-après.

- b) Si le destinataire choisit un sous-traitant, un contrat de sous-traitance doit donc être conclu entre eux et une copie de ce document sera transmise au fournisseur (la DIV) ; ce contrat fera partie intégrante de la présente convention. Le sous-traitant choisi par le destinataire respectera en tous points les termes de la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée.
- c) Toute personne agissant sous l'autorité du responsable du traitement ou de celle du sous-traitant, ainsi que le sous-traitant lui-même, qui accède à des données à caractère personnel, ne peut les traiter que sur instruction du responsable du traitement, sauf en cas d'une obligation imposée par ou en vertu d'une loi, d'un décret ou d'une ordonnance.
- d) En l'absence d'instructions de la part du responsable du traitement et en dehors d'une obligation imposée par ou en vertu d'une loi, d'un décret ou d'une ordonnance, le sous-traitant s'abstiendra de traiter des données à caractère personnel et ne prendra aucune initiative en la matière.
- e) Toute modification substantielle apportée par le destinataire aux mesures de sécurité technique et d'organisation relatives aux traitements doit être signalée au fournisseur (la DIV), comme, par exemple et non exhaustivement, un changement de matériel informatique ou un changement de sous-traitant.

7. RESTRICTIONS ÉVENTUELLES

Aux conditions prévues par les articles 10 et 12 de la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée, la personne concernée par le traitement de ses données à caractère personnel peut exercer son droit de regard sur ces données ainsi que son droit de rectification de celles-ci. A ces mêmes conditions, elle peut également exercer son droit de suppression ou d'interdiction de l'utilisation desdites données à caractère personnel qui, compte tenu du but du traitement, sont incomplètes ou non pertinentes ou dont l'enregistrement, la communication ou la conservation sont interdits ou encore qui ont été conservées au-delà de la période autorisée.

En pratique, moyennant la preuve de l'identité de la personne concernée et sur base d'une demande datée et signée de sa part, celle-ci peut obtenir, sans frais, auprès du destinataire (dont l'adresse est mentionnée au point 2.b de la présente convention) la communication des données la concernant ainsi que la rectification de ces données si celles-ci se révèlent incomplètes, incorrectes ou excessives. Cette même demande peut être effectuée par courrier électronique à l'adresse suivante : infojette@jette.irisnet.be

Le destinataire, en cette qualité, doit fournir à la personne concernée au moins les informations suivantes, sauf si cette dernière en est déjà informée :

- a) Les coordonnées complètes du siège administratif du destinataire et, le cas échéant, le nom et l'adresse de son représentant.
- b) Les finalités du traitement.
- c) L'existence d'un droit de s'opposer, sur demande et gratuitement, au traitement des données à caractère personnel la concernant envisagé à des fins de *direct marketing* ; dans ce cas, la personne concernée doit être informée avant que des données à caractère personnel ne soient pour la première fois communiquées à des tiers ou utilisées pour le compte de tiers à des fins de *direct marketing*.

- d) D'autres informations supplémentaires, notamment :
- les catégories de données concernées ;
 - les destinataires ou les catégories de destinataires ;
 - l'existence d'un droit d'accès et de rectification des données la concernant ;
- sauf dans la mesure où, compte tenu des circonstances particulières dans lesquelles les données sont traitées, ces informations supplémentaires ne sont pas nécessaires pour assurer à l'égard de la personne concernée un traitement loyal des données.
- e) L'existence du présent protocole d'accord.

Le Registre public des traitements de données à caractère personnel peut être consulté auprès de la Commission de Protection de la Vie Privée (CPVP), rue Haute 139 à 1000 Bruxelles.

8. BASES NORMATIVES

- a) Pour la DIV :
- Loi du 16 mars 1968 relative à la Police de la Circulation routière.
 - L'article 6 de l'arrêté royal du 20 juillet 2001 relatif à l'immatriculation de véhicules ainsi que son répertoire-matricule créé en vertu de cet arrêté royal.
- b) Pour le destinataire :
- Loi du 22 février 1965 permettant aux communes d'établir des redevances de stationnement applicables aux véhicules à moteur.

9. CONDITIONS DE L'ACCORD

- a) En signant le présent accord, chacune des parties s'engage à respecter les conditions et modalités décrites dans l'accord et dans ses annexes éventuelles, notamment la durée de conservation des données à caractère personnel reçues de la DIV qui ne peut excéder celle nécessaire à la réalisation des finalités pour lesquelles elles sont obtenues ou pour lesquelles elles sont traitées ultérieurement.
- b) Une demande qui fixe le cadre et l'objet d'un traitement de données à caractère personnel doit être préalablement adressée au Comité Sectoriel pour l'Autorité Fédérale (CSAF). Celui-ci, avant d'octroyer son autorisation, vérifie si la communication de données envisagée est conforme aux dispositions légales et réglementaires. A cette condition seulement, la DIV pourra conclure une convention avec le demandeur visant à la communication de données. L'autorisation du Comité Sectoriel pour l'Autorité Fédérale ainsi que ses conditions éventuelles feront partie intégrante de la convention projetée sous forme d'une annexe écrite.
- La DIV se réserve le droit de requérir confirmation de cette autorisation directement auprès dudit comité sectoriel avant toute mise en œuvre de la convention sollicitée.
- Cette disposition constitue une condition sine qua non à la conclusion d'une convention de communication de données à caractère personnel entre le fournisseur qu'est la DIV et un destinataire potentiel.

10. MODIFICATIONS DE L'ACCORD

Toute modification apportée au texte et au principe du présent accord fera obligatoirement partie intégrante d'un nouvel accord écrit, approuvé et signé par les deux parties.

11. LES PERSONNES IMPLIQUÉES

- a) Pour le destinataire : **Vincent BEX, Receveur communal**
- b) Pour la DIV : help.div@mobilite.fgov.be
- c) Pour ICT : parking.div@mobilite.fgov.be

12. UTILISATION ET SÉCURISATION DES DONNÉES

- a) Le destinataire a l'obligation de prendre toutes précautions nécessaires afin de garantir la sécurité des données reçues et en est responsable en application des dispositions de la présente convention. Le destinataire a le choix de s'adjoindre un conseiller en sécurité de l'information, responsable de l'exécution de la politique de sécurité du destinataire, soit en son sein, soit auprès d'un tiers spécialisé nommément désigné vu que cette personne sera normalement le premier contact en cas de problèmes.
Ce conseiller en sécurité peut aussi être choisi au niveau sectoriel pour plusieurs destinataires.
- b) Par la signature de la présente convention, le destinataire s'est assuré que les réseaux auxquels sont connectés les équipements impliqués dans le traitement des données à caractère personnel garantissent la confidentialité et l'intégrité de celles-ci.
- c) Toute autre utilisation des données reçues que celle(s) prévue(s) à la présente convention est strictement interdite et conduit à l'annulation pure et simple de la présente convention en application du point 14 de celle-ci (clause de nullité – sanction).
- d) La Direction pour l'Immatriculation des Véhicules (DIV), faisant partie de la Direction générale Mobilité et Sécurité routière du Service public fédéral Mobilité et Transports se réserve le droit de mener des audits et des enquêtes par sondages, au besoin auprès des personnes concernées par le traitement de leurs données à caractère personnel mais aussi auprès du destinataire, afin de contrôler si ce dernier respecte ses engagements vis-à-vis de la présente convention.
- e) Le destinataire des données, en cette qualité, s'engage à accorder à tout moment, un droit de regard à la DIV, à la CPVP et au CSAF ainsi qu'à leurs représentants désignés sur tous les documents considérés comme pertinents pour ces services, et à répondre à toutes leurs questions. Le cas échéant, ces personnes peuvent effectuer une visite ou une consultation sur place, annoncée à l'avance ou non, afin de contrôler le respect des conditions stipulées dans la présente convention dans le chef du destinataire ou de son sous-traitant éventuel.
- f) La DIV et le destinataire, en tant que responsables du traitement, et leurs sous-traitants éventuels, prennent les mesures techniques et organisationnelles nécessaires pour protéger les données à caractère personnel contre la destruction accidentelle ou non-autorisée, contre la perte accidentelle ainsi que la modification, l'accès et tout autre traitement non-autorisé de données à caractère personnel.
Le niveau de protection doit être proportionné à l'état de la technique en la matière, aux frais qu'il engendre, à la nature des données et aux risques potentiels.

- g) Le destinataire ou son sous-traitant éventuel ont l'obligation d'établir un plan de sécurité et de répertorier toute question ou réclamation reçue relative à la sécurité des données à caractère personnel ; de même, tout incident éventuel doit être répertorié.

En cas d'incidents sérieux ou répétitifs quant à la sécurité des données à caractère personnel (violation) dans le chef du destinataire ou de son sous-traitant éventuel, ceux-ci doivent être communiqués au fournisseur (la DIV).

Ce dernier estime s'il y a lieu d'avertir les autorités judiciaires compétentes, en tenant compte des dispositions pénales prévues aux articles 37 à 43 de la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée. La notification faite aux autorités judiciaires par le fournisseur de données décrira les conséquences de la violation et les mesures proposées ou prises pour y remédier.

13. DURÉE ET RÉSILIATION DE LA CONVENTION

- a) La présente convention est conclue pour une durée indéterminée et prend cours à la date de sa signature par les deux parties.
- b) Elle peut être résiliée par une des parties moyennant un préavis de 3 mois sauf dispositions expresses indiquées au point 14 de la présente convention (clause de nullité – sanction).

14. CLAUSE DE NULLITÉ - SANCTION

Si les dispositions de la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée ou si les dispositions de la présente convention ne sont manifestement pas respectées, la DIV, en tant que fournisseur, se réserve le droit d'interrompre, sur le champ et suite aux contrôles qu'elle aura effectués conformément aux points 12.e et 12.f de cette convention, la communication de données au destinataire et lui en notifie les raisons par courrier postal recommandé ou par courrier électronique avec accusé de réception.

De par cette notification, la convention conclue entre le destinataire et la DIV devient nulle et non avenue.

Tous les différends qui trouvent leur origine dans la présente convention et qui ne peuvent être résolus aux termes de celle-ci sont du ressort des tribunaux de Bruxelles.

15. ANNEXES

Toute annexe pourra décrire, au besoin et dans le détail, la portée de la collaboration, la durée éventuelle du projet, les conditions à remplir et moyens à mettre en œuvre par chacune des parties.

En annexe :

- L'autorisation individuelle dans le cadre de la délibération portant autorisation unique pour l'accès au répertoire de la DIV à des fins d'identification des personnes qui sont débitrices, du fait de l'utilisation d'un véhicule, d'une rétribution, taxe ou redevance de stationnement.

16. PROTECTION DE LA VIE PRIVÉE

Le traitement des données ainsi recueillies s'effectuera conformément à la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel et à ses arrêtés d'application, modifiée par la loi du 11 décembre 1998 transposant la directive 95/46/CE du 24 octobre 1995 du Parlement européen et du Conseil relative à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données.

Le destinataire s'engage à n'utiliser les données reçues de la DIV que pour la(les) finalité(s) et à la(aux) condition(s) décrite(s) dans l'autorisation du CSAF.

17. TRANSPARENCE

- a) Les parties concernées par la convention ainsi conclue marquent leur accord pour que celle-ci figure intégralement sur le site Internet du SPF Mobilité et Transports, dénommé www.mobilite.fgov.be.
- b) Des exemplaires « papiers » de cette convention sont également disponibles sur simple demande écrite à la DIV ou au destinataire aux adresses postales indiquées aux points 2.a et 2.b de la présente convention ou aux adresses électroniques « help.DIV@mobilite.fgov.be » ou « infojette@jette.irisnet.be »

18. DIFFÉRENCES INTERPRÉTATIVES DE LA PRÉSENTE CONVENTION

Les parties contractantes s'engagent à trouver une solution aux difficultés qui pourraient surgir quant aux différences d'interprétation de la présente convention, de ses annexes et de ses avenants. En cas de situation conflictuelle générée par des différents sur l'interprétation de cette convention, avantage sera toujours accordé à la résolution du CSAF.

Fait à Bruxelles, le 5 septembre 2012 en deux exemplaires, chaque partie reconnaissant avoir reçu un exemplaire.

Pour la Commune de JETTE,

Le Secrétaire communal, Le Bourgmestre,
*Le Secrétaire communal ft.
De wd Gemeentesecretaris*

P.M. Empain
P.-M. EMPAIN

H. Doyen
H. DOYEN

Pour la DIV,

Marnix Scheerlinck
Marnix SCHEERLINCK
Conseiller général



Commission de la
protection de la vie privée

Comité sectoriel pour l'Autorité Fédérale

Dossier traité par : Victor Car

T: +32 (0)2 274 48 41

F: +32 (0)2 274 48 35

E-mail: victor.car@privacycommission.be



CBPL-CPVP-12023169

1/2

Commune de Jette
À l'attention de Monsieur Theo BOSSUYT
Secrétaire communal f.f.
Chaussée de Wemmel 100
1090 BRUXELLES

Votre référence	Notre référence	Annexe(s)	Date
Com. & NT/2012-026	AF-MA-2012-038/008/VC/kd		

23-08-2012

Objet: Engagement de conformité de la commune de Jette à l'autorisation unique AF n° 12/2009 du 1er octobre 2009

Monsieur,

Le Comité sectoriel pour l'Autorité Fédérale a examiné votre demande d'adhérer aux conditions prévues par la délibération portant autorisation unique pour l'accès au répertoire de la DIV à des fins d'identification des personnes qui sont débitrices, du fait de l'utilisation d'un véhicule, d'une rétribution, taxe ou redevance de stationnement (AF/MA/09/010).

Sur la base des pièces que vous avez communiquées, il a été constaté que vous répondez aux conditions fixées dans la délibération citée ci-dessus.

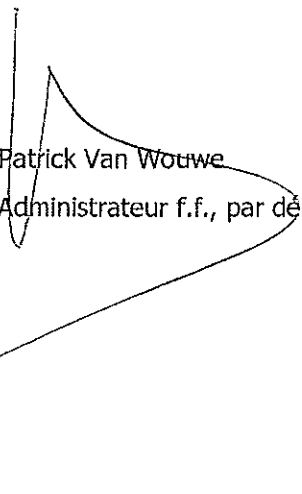
Par conséquent, ces délibérations entrent en vigueur dès ce jour en ce qui vous concerne.

Je me permets de vous rappeler que, conformément aux pouvoirs de contrôle et d'enquête que lui confèrent les articles 31 à 32 de la Loi Vie Privée, et comme le précise l'article 17, la Commission de



la protection de la vie privée 'a le pouvoir d'exiger d'autres éléments d'information, notamment (...) les mesures de sécurité prévues' et même, éventuellement, de 'procéder à un examen sur place'.

Veillez agréer, Monsieur, l'assurance de ma considération distinguée.



Patrick Van Wouwe

Administrateur f.f., par délégation du Président du Comité sectoriel pour l'Autorité Fédérale



OVEREENKOMST TOT MEDEDELING VAN GEGEVENS

tussen

de Gemeente JETTE (025731741)

en

het Directoraat-generaal Mobiliteit en Verkeersveiligheid
van de Federale Overheidsdienst (FOD) Mobiliteit en Vervoer

1. KADER EN VOORWERP VAN DE OVEREENKOMST

Identificatie van houders van een nummerplaat die steden en gemeenten, hun privéconcessiehouders en de autonome gemeentebedrijven een parkeerretributie, -belasting of -geld schuldig zijn.

Deze overeenkomst bepaalt de regels voor de mededeling van gegevens uit het bestand van de DIV aan de **Gemeente JETTE** op grond van haar verbintenisverklaring om de voorwaarden van de eenmalige machtiging nr. 12/2009 van het bij de Commissie voor de Bescherming van de Persoonlijke Levenssfeer (CBPL) opgerichte Sectoraal Comité voor de Federale Overheid (SCFO) betreffende het toezicht over de elektronische gegevensstromen na te leven.

Opmerkenswaard is dat punt 27 (proportionaliteitsbeginsel) van voornoemde eenmalige machtiging nr. 12/2009 bepaalt: "Wanneer de identificatie van de gebruiker noodzakelijk blijkt te zijn, kunnen bij de DIV enkel die gegevens worden opgevraagd die, uitgaande van het nagestreefde doeleinde (zie art. 4, § 1, 3° van de Wet Persoonlijke Levenssfeer), ter zake dienend, toereikend en niet overmatig zijn, namelijk de nominatieve gegevens (naam, voornaam) en adres van de houder van de nummerplaat van het voertuig dat parkeergeld schuldig is".

2. VERANTWOORDELIJKEN VOOR DE VERWERKING

In de zin van de wet van 8 december 1992 tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer zijn de verantwoordelijken voor de verwerking:

a) De Directie Inschrijving van Voertuigen (DIV), die deel uitmaakt van het Directoraat-generaal Mobiliteit en Verkeersveiligheid van de Federale Overheidsdienst Mobiliteit en Vervoer (ondernemingsnummer 0308357852), met zetel in het City Atrium, Vooruitgangstraat 56 te 1210 Brussel (Sint-Joost-ten-Node) en vertegenwoordigd door de heer Jean-Paul GAILLY, Directeur-generaal Mobiliteit en Verkeersveiligheid.

De DIV handelt als verantwoordelijke voor de verwerking, met name als openbaar bestuur dat gegevens van zijn repertorium van de voertuigen verzamelt en meedeelt.

b) De **Gemeente JETTE**, waarvan de administratieve zetel gevestigd is te **1090 Brussel, Jetstesteenweg 100**, vertegenwoordigd door de heer **Hervé DOYEN, Burgemeester**, en de heer **Paul-Marie EMPAIN, Gemeentesecretaris**.

De **Gemeente JETTE** handelt als verantwoordelijke voor de verwerking, met name als openbaar bestuur dat gegevens van de DIV ontvangt en verwerkt in de zin van deze overeenkomst.

De DIV en de **Gemeente JETTE** handelen derhalve als verantwoordelijken voor de verwerking, als openbare besturen die het doel en de middelen voor de verwerking van persoonsgegevens bepalen (artikel 1, § 4, van de wet van 8 december 1992 tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer).

3. VERSTREKKER EN ONTVANGER VAN DE GEGEVENS

De verstrekker van de gegevens is de DIV, beter geïdentificeerd in punt 2.a hiervoor, en de ontvanger van de gegevens is de **Gemeente JETTE**, beter geïdentificeerd in punt 2.b hiervoor en hierna als “ontvanger” aangeduid.

4. DOOR HET SECTORAAL COMITÉ VOOR DE FEDERALE OVERHEID (SCFO) GOEDGEKEURDE DOEL(EN)

Onder voorbehoud van de in de machtiging van het SCFO vermelde eventuele voorwaarden is het door het SCFO voor het gebruik van de gegevens van de DIV toegestane doel van de ontvanger het volgende:

→ Tegen verzending naar het SCFO van een schriftelijke en ondertekende verbintenisverklaring waarin hij zich ertoe verbindt de voorwaarden van de in punt 1 van deze overeenkomst genoemde beraadslaging FO nr. 12/2009 na te leven, krijgt de ontvanger de identificatiegegevens van de houders van een nummerplaat die parkeerretributie, -belasting of -geld schuldig zijn.

Ieder ander, door het Sectoraal Comité voor de Federale Overheid niet formeel goedgekeurd doel wordt niet als legitiem gebruiksdoel beschouwd.

5. MEEGEDEELDE GEGEVENS EN UITVOERINGSMODALITEITEN

Zie de machtiging nr 12/2009 (1 oktober 2009) van de SCFO, opgericht binnen de CBPL en de Web services die voorkomt op de website van de FOD Mobiliteit en Vervoer, namelijk www.mobiliteit.fgov.be > DIV > gegevenscommunicatie aan derden.

6. VERWERKING

- a) Indien de verwerking wordt toevertrouwd aan een verwerker, bijvoorbeeld een ICT-dienst, moet de verantwoordelijke voor de verwerking, en in voorkomend geval zijn vertegenwoordiger in België:
- 1° een verwerker kiezen die voldoende waarborgen biedt ten aanzien van de technische en organisatorische beveiligingsmaatregelen met betrekking tot de te verrichten verwerking;
 - 2° toezien op de naleving van die maatregelen, met name door ze vast te leggen in contractuele bepalingen;
 - 3° de aansprakelijkheid van de verwerker ten aanzien van de verantwoordelijke voor de verwerking vaststellen in de overeenkomst;
 - 4° met de verwerker overeenkomen dat de verwerker slechts handelt in opdracht van de verantwoordelijke voor de verwerking en dat de verwerker is gebonden door dezelfde verplichtingen als die waartoe de verantwoordelijke voor de verwerking met toepassing van de bepalingen van punt c hierna is gehouden;
 - 5° in een geschrift of op een elektronische drager de in 3° en 4° bedoelde elementen van de overeenkomst met betrekking tot de bescherming van de gegevens en de eisen met betrekking tot de maatregelen bedoeld in de bepalingen van punt c hierna vaststellen.
- b) Indien de ontvanger een verwerker kiest, moet daarvoor dus een contract worden opgesteld en moet een kopie daarvan worden overgezonden aan de verstrekker (de DIV); dit contract maakt wezenlijk deel uit van deze overeenkomst.

De door de ontvanger gekozen verwerker moet de bepalingen van de wet van 8 december 1992 tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer op alle punten in acht nemen.

- c) Eenieder die handelt onder het gezag van de verantwoordelijke voor de verwerking of van de verwerker alsmede de verwerker zelf, die toegang heeft tot persoonsgegevens, mag deze slechts in opdracht van de verantwoordelijke voor de verwerking verwerken, behoudens op grond van een verplichting door of krachtens een wet, een decreet of een ordonnantie.
- d) Bij gebrek aan opdrachten vanwege de verantwoordelijke voor de verwerking of buiten een verplichting door of krachtens een wet, een decreet of een ordonnantie moet de verwerker afzien van de verwerking van persoonsgegevens en mag hij geen enkel initiatief ter zake nemen.
- e) Ingrijpende wijzigingen door de ontvanger in de technische en organisatorische beveiligingsmaatregelen met betrekking tot de te verrichten verwerking, bijvoorbeeld, en niet exhaustief, andere informatica of een andere verwerker, moeten aan de verstrekker (de DIV) worden gemeld.

7. EVENTUELE BEPERKINGEN

Op de in de artikelen 10 en 12 van de wet van 8 december 1992 tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer bepaalde voorwaarden is de betrokkene bij een verwerking van zijn persoonsgegevens gerechtigd zijn gegevens in te zien en te laten verbeteren. Op diezelfde voorwaarden is hij eveneens gerechtigd tot het laten verwijderen of tot het verbieden van de aanwending van de persoonsgegevens die gelet op het doel van de verwerking onvolledig of niet ter zake dienend zijn, of waarvan de registratie, de mededeling of de bewaring verboden zijn, of die na verloop van de toegestane duur zijn bewaard.

In de praktijk kan de betrokkene, mits hij zijn identiteit bewijst en op basis van een door hem gedagtekend en ondertekend verzoek, bij de ontvanger (waarvan het adres in punt 2.b van deze overeenkomst wordt vermeld) kosteloos de mededeling van de hem betreffende gegevens verkrijgen, alsook de verbetering van onvolledige, onjuiste of overmatige gegevens. Dit verzoek kan ook per e-mail worden verricht op het volgende adres: infojette@jette.irisnet.be.

De ontvanger als zodanig moet de betrokkene ten minste de volgende informatie verstrekken, behalve indien laatstgenoemde daarvan reeds op de hoogte is:

- a) De volledige gegevens van de administratieve zetel van de ontvanger en, in voorkomend geval, de naam en het adres van zijn vertegenwoordiger.
- b) De doeleinden van de verwerking.
- c) Het bestaan van een recht om zich op verzoek en kosteloos tegen de voorgenomen verwerking van hem betreffende persoonsgegevens te verzetten, indien de verwerking verricht wordt met het oog op direct marketing; in dit geval dient de betrokkene in kennis te worden gesteld vooraleer de persoonsgegevens voor de eerste keer aan een derde worden verstrekt of voor rekening van derden worden gebruikt voor direct marketing.
- d) Andere bijkomende informatie, met name:
 - de betrokken gegevenscategorieën;
 - de ontvangers of de categorieën ontvangers;
 - het bestaan van een recht op toegang en op verbetering van de persoonsgegevens die op hem betrekking hebben, behalve indien die verdere informatie, met inachtneming van de specifieke omstandigheden waaronder de gegevens verwerkt worden, niet nodig is om tegenover de betrokkene een eerlijke verwerking te waarborgen.

- e) Het bestaan van dit protocolakkoord.

Het Openbaar register van de verwerkingen van persoonsgegevens kan worden ingezien bij de Commissie voor de Bescherming van de Persoonlijke Levenssfeer (CBPL), Hoogstraat 139 te 1000 Brussel.

8. **NORMATIEVE GRONDSLAG**

a) Voor de DIV:

- Wet van 16 maart 1968 betreffende de Politie over het Wegverkeer.
- Artikel 6 van het koninklijk besluit van 20 juli 2001 betreffende de inschrijving van voertuigen en het krachtens dit koninklijk besluit aangelegde repertorium.

b) Voor de ontvanger:

- Wet van 22 februari 1965 waarbij aan de gemeenten wordt toegestaan parkeergeld op motorrijtuigen in te voeren.

9. **VOORWAARDEN VAN DE OVEREENKOMST**

- a) Met de ondertekening van deze overeenkomst verbindt elk van de partijen zich tot inachtneming van de voorwaarden en modaliteiten in de overeenkomst en haar eventuele bijlagen, met name de periode gedurende welke de van de DIV ontvangen persoonsgegevens worden bewaard, zijnde niet langer dan noodzakelijk voor de verwezenlijking van de doeleinden waarvoor zij worden verkregen of verder worden verwerkt.
- b) Een aanvraag waarin het kader en het voorwerp van een verwerking van persoonsgegevens worden vastgesteld, moet vooraf worden gericht aan het Sectoraal Comité voor de Federale Overheid (SCFO). Vooraleer dit laatste zijn machtiging verleent, gaat het na of de voorgenomen mededeling van gegevens in overeenstemming is met de wettelijke en reglementaire bepalingen. Alleen op die voorwaarde kan de DIV een overeenkomst tot mededeling van gegevens sluiten met de aanvrager. De machtiging van het Sectoraal Comité voor de Federale Overheid en de eventuele voorwaarden maken wezenlijk deel van de overeenkomst uit, in de vorm van een schriftelijke bijlage.
- De DIV behoudt zich het recht voor rechtstreeks bij dit sectoraal comité bevestiging van deze machtiging te vragen vóór de inwerkingtreding van de overeenkomst.
- Deze bepaling is een conditio sine qua non voor het sluiten van een overeenkomst tot mededeling van persoonsgegevens tussen de verstrekker, zijnde de DIV, en een potentiële ontvanger.

10. **WIJZIGINGEN VAN DE OVEREENKOMST**

Wijzigingen in de tekst en het principe van deze overeenkomst moeten verplicht deel uitmaken van een nieuwe schriftelijke, door beide partijen goedgekeurde en ondertekende overeenkomst.

11. **BETROKKEN PERSONEN**

- a) Voor de ontvanger: **Vincent BEX, Gemeenteontvanger**
- b) Voor de DIV: help.div@mobiliteit.fgov.be
- c) Voor ICT : parking.div@mobiliteit.fgov.be

12. **GEbruik EN BEVEILIGING VAN DE GEGEVENS**

- a) De ontvanger is verplicht om alle nodige voorzorgsmaatregelen te nemen om de veiligheid van de ontvangen gegevens te waarborgen en is daar ingevolge de

bepalingen in deze overeenkomst verantwoordelijk voor. De ontvanger kan zich laten bijstaan door een informatieveiligheidsadviseur, verantwoordelijk voor de uitvoering van het veiligheidsbeleid van de ontvanger, hetzij intern of bij een gespecialiseerde derde, met name aangeduid daar deze persoon normaal het eerste contact zal zijn bij problemen.

Deze veiligheidsadviseur kan ook op sectorniveau worden gekozen voor meerdere ontvangers.

- b) Met de ondertekening van deze overeenkomst is de ontvanger zeker dat de netwerken waarmee de bij de verwerking van persoonsgegevens betrokken voorzieningen in verbinding staan, de vertrouwelijkheid en de integriteit van die persoonsgegevens waarborgen.
- c) Elk gebruik van de ontvangen gegevens anders dan in deze overeenkomst bepaald is strikt verboden en heeft zonder meer de nietigverklaring van deze overeenkomst tot gevolg, overeenkomstig punt 14 (nietigheidsclausule – sanctie).
- d) De Directie Inschrijving van Voertuigen (DIV) behoudt zich het recht tot audits en steekproeven voor, zo nodig bij de betrokkenen bij de verwerking van persoonsgegevens maar ook bij de ontvanger, om te controleren of deze laatste zijn verbintenissen volgens deze overeenkomst nakomt.
- e) De ontvanger van de gegevens verbindt zich als zodanig ertoe te allen tijde inzagerecht te verlenen aan de DIV, de CBPL en het SCFO, alsook aan hun vertegenwoordigers vernoemd op alle als voor deze diensten relevant beschouwde documenten, en op al hun vragen te antwoorden. In voorkomend geval kunnen deze personen een bezoek of een consultatie ter plaatse, al dan niet van tevoren aangekondigd, verrichten om te controleren of de ontvanger of zijn eventuele verwerker de voorwaarden van deze overeenkomst naleeft.
- f) De DIV en de ontvanger, als verantwoordelijken voor de verwerking, en hun eventuele verwerkers treffen de gepaste technische en organisatorische maatregelen die nodig zijn voor de bescherming van de persoonsgegevens tegen toevallige of ongeoorloofde vernietiging, tegen toevallig verlies, evenals tegen de wijziging van of de toegang tot, en iedere andere niet toegelaten verwerking van persoonsgegevens.
Het beveiligingsniveau moet in verhouding staan tot de stand van de techniek ter zake, de kosten die ermee gepaard gaan, de aard van de gegevens en de potentiële risico's.
- g) De ontvanger of zijn eventuele verwerker zijn verplicht om een veiligheidsplan op te stellen en een inventaris te maken van alle ontvangen vragen of klachten over de veiligheid van de persoonsgegevens; eventuele incidenten moeten eveneens worden geïnventariseerd.
Ernstige of herhaalde incidenten met betrekking tot de veiligheid van de persoonsgegevens (schending) bij de ontvanger of zijn eventuele verwerker moeten worden meegedeeld aan de verstrekker (de DIV).
Deze laatste oordeelt of de bevoegde gerechtelijke overheden moeten worden verwittigd, rekening houdend met de strafbepalingen in de artikelen 37 tot 43 van de wet van 8 december 1992 tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer. In de kennisgeving aan de gerechtelijke overheden door de gegevensverstrekker worden de gevolgen van de schending beschreven, alsook de voorgestelde of getroffen maatregelen om ze te verhelpen.

13. DUUR EN OPZEGGING VAN DE OVEREENKOMST

- a) Deze overeenkomst wordt gesloten voor onbepaalde duur en gaat in op de datum van de ondertekening door beide partijen.
- b) Ze kan worden opgezegd door een van de partijen met een opzegtermijn van 3 maanden, behoudens uitdrukkelijke bepalingen in punt 14 van deze overeenkomst (nietigheidsclausule – sanctie).

14. NIETIGHEIDSCLAUSULE - SANCTIE

Indien de bepalingen van de wet van 8 december 1992 tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer of de bepalingen van deze overeenkomst klaarblijkelijk niet in acht worden genomen, behoudt de DIV, als verstrekker, zich het recht voor de mededeling van gegevens aan de ontvanger te onderbreken, onmiddellijk en na haar controles overeenkomstig punt 12.e en punt 12.f van deze overeenkomst, en geeft ze hem per aangetekende post of per e-mail met ontvangstbevestiging kennis van de redenen ervoor.

Op grond van deze kennisgeving wordt de overeenkomst tussen de ontvanger en de DIV van nul en generlei waarde.

De rechtbanken van Brussel zijn bevoegd voor alle geschillen die voortvloeien uit deze overeenkomst en die niet krachtens deze overeenkomst kunnen worden opgelost.

15. BIJLAGEN

Bijlagen kunnen, indien nodig in detail, de draagwijdte van de samenwerking beschrijven, alsook de eventuele duur van het project, de voorwaarden die moeten worden vervuld en de middelen die door elk van de partijen moeten worden aangewend.

In bijlage:

Individuele machtiging in het kader van de beraadslaging houdende de eenmalige machtiging voor toegang tot het repertorium van de DIV voor de identificatie van personen die door het gebruik van een voertuig, parkeerretributie, -belasting of parkeergeld schuldig zijn ..

16. BESCHERMING VAN DE PERSOONLIJKE LEVENSSFEER

De verwerking van de aldus verzamelde gegevens gebeurt overeenkomstig de wet van 8 december 1992 tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens en haar toepassingsbesluiten, gewijzigd bij de wet van 11 december 1998 tot omzetting van Richtlijn 95/46/EG van 24 oktober 1995 van het Europees Parlement en de Raad betreffende de bescherming van natuurlijke personen in verband met de verwerking van persoonsgegevens en betreffende het vrij verkeer van die gegevens.

De ontvanger verbindt zich ertoe de van de DIV ontvangen gegevens louter te gebruiken voor het (de) doeleinde(n) en onder de voorwaarde(n) die in de machtiging van het SCFO zijn beschreven.

17. TRANSPARANTIE

- a) De overeenkomstsluitende partijen gaan ermee akkoord dat deze overeenkomst integraal wordt overgenomen op de website van de FOD Mobiliteit en Vervoer: www.mobiliteit.fgov.be.
- b) Papier exemplaren van deze overeenkomst zijn eveneens beschikbaar op eenvoudige schriftelijke aanvraag bij de DIV of de ontvanger, op de in punt 2.a en punt 2.b van deze overeenkomst vermelde postadressen of op de e-mailadressen “help.DIV@mobiliteit.fgov.be” of “infojette@jette.irisnet.be”

18. VERSCHILLENDE INTERPRETATIES VAN DEZE OVEREENKOMST

De overeenkomstsluitende partijen verbinden zich ertoe om een oplossing te vinden voor de moeilijkheden die zich mogelijk voordoen bij verschillende interpretaties van deze overeenkomst, haar bijlagen en haar aanhangsels. In geval van een conflictsituatie veroorzaakt door verschillende interpretaties van deze overeenkomst zal steeds de beslissing van het SCFO worden gevolgd.

Opgemaakt te Brussel, op **5 september 2012**, in twee exemplaren, waarbij elke partij erkent een exemplaar te hebben ontvangen.

Voor de **Gemeente JETTE**,

De Gemeentesecretaris,
Le Secrétaire communal /
De wd Gemeentesecretaris

Ives Van Parys
P.-M. EMPAIN

De Burgemeester,

H. Doyen
H. DOYEN

Voor de **DIV,**

Marnix Scheerlinck
Marnix SCHEERLINCK
Adviseur-generaal



Commission de la
protection de la vie privée

Comité sectoriel pour l'Autorité Fédérale

Dossier traité par : Victor Car
T: +32 (0)2 274 48 41
F: +32 (0)2 274 48 35
E-mail: victor.car@privacycommission.be



CBPL-CPVP-12023169

1/2

Commune de Jette
À l'attention de Monsieur Theo BOSSUYT
Secrétaire communal f.f.
Chaussée de Wemmel 100
1090 BRUXELLES

Votre référence	Notre référence	Annexe(s)	Date
Com. & NT/2012-026	AF-MA-2012-038/008/VC/kd		

23-08-2012

Objet: Engagement de conformité de la commune de Jette à l'autorisation unique AF n° 12/2009 du 1er octobre 2009

Monsieur,

Le Comité sectoriel pour l'Autorité Fédérale a examiné votre demande d'adhérer aux conditions prévues par la délibération portant autorisation unique pour l'accès au répertoire de la DIV à des fins d'identification des personnes qui sont débitrices, du fait de l'utilisation d'un véhicule, d'une rétribution, taxe ou redevance de stationnement (AF/MA/09/010).

Sur la base des pièces que vous avez communiquées, il a été constaté que vous répondez aux conditions fixées dans la délibération citée ci-dessus.

Par conséquent, ces délibérations entrent en vigueur dès ce jour en ce qui vous concerne.

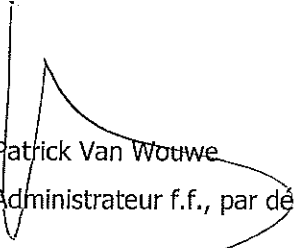
Je me permets de vous rappeler que, conformément aux pouvoirs de contrôle et d'enquête que lui confèrent les articles 31 à 32 de la Loi Vie Privée, et comme le précise l'article 17, la Commission de

...



la protection de la vie privée 'a le pouvoir d'exiger d'autres éléments d'information, notamment (...) les mesures de sécurité prévues' et même, éventuellement, de 'procéder à un examen sur place'.

Veillez agréer, Monsieur, l'assurance de ma considération distinguée.


Patrick Van Woutwe
Administrateur f.f., par délégation du Président du Comité sectoriel pour l'Autorité Fédérale